

Géopolitique du pétrole : l'Afrique terrain de bataille

dimanche 11 septembre 2016, par [Frédéric MUNIER](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Frédéric MUNIER](#), **Géopolitique du pétrole : l'Afrique terrain de bataille**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 11 septembre 2016.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Le pétrole apparaît comme une véritable aubaine pour des pays comme le Ghana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire ou l'Ouganda. Toutefois, il subsiste de nombreux défis pour le continent africain. Gérer le partage de la rente pétrolière, faire du pétrole un véritable moteur de développement pour sa population, diversifier leurs économies pour éviter la dépendance sont autant de défis auxquels le continent doit faire face si il veut maîtriser cette ressource si convoitée.

La publication de cet article fait suite au 8e Festival de Géopolitique de Grenoble consacré aux "Dynamiques africaines" du 16 au 19 mars 2016. Vous trouverez en pied de page la vidéo de la conférence de F. Munier.

« LE pétrole est devenu un dieu : il a ses dévots, il a un culte » soulignait l'écrivain Maxime du Camp à la fin du XIXe siècle, alors que débutait la deuxième révolution industrielle. Il relevait alors le prodigieux intérêt porté à l'or noir qui allait devenir en quelques décennies à la fois la principale source d'énergie mais aussi la première marchandise commercée de la planète. Un intérêt dont témoignent aujourd'hui les grandes puissances au chevet de l'Afrique, un continent dont les réserves et la production en pétrole, si elles sont modestes - avec respectivement 7,6% et 9,3% du total mondial - n'en demeurent pas moins décisives à une époque où règnent la diversification de l'approvisionnement et la multiplication des acteurs sur ce marché convoité. Parmi ces derniers, quatre zones/pays totalisent 90% des achats de pétrole africain : l'Union européenne, les Etats-Unis, la Chine et l'Inde. Aux yeux de ces grands ensembles et de leurs multinationales, publiques ou privées, l'Afrique représente un intérêt géopolitique majeur, particulièrement pour les pays d'Asie, tard venus sur [le marché du pétrole](#) : cela explique notamment leur activisme permanent, sous la forme d'accords de coopération économique, de soutien politique et militaire, jusqu'aux interventions armées qu'ils peuvent y mener. A cet égard, l'Afrique est devenue, en une génération, un véritable terrain de bataille.

I. Géopolitique du pétrole africain : les éléments du terrain

L'Afrique, un « ancien nouveau venu » dans le domaine du pétrole

[L'Afrique](#) n'est pas le Golfe persique où l'Anglo-Persian Oil Company (APOC) - la futur BP - a été fondée dès 1909 à la suite de découvertes d'hydrocarbures en Iran. En Afrique, les premières découvertes de pétrole brut ont eu lieu dans les années 1950 en Algérie, au Gabon, au Congo et en Angola et dans les années 1960 au Nigeria dans le delta du Niger et en Libye. De fait, l'exploitation du pétrole africain est relativement récente par rapport aux autres grandes zones que sont les Etats-Unis, l'espace russe ou encore le Moyen-Orient. En effet, **c'est véritablement depuis le choc pétrolier de 1973 que l'Afrique est devenue un continent exportateur**, venant ainsi concurrencer [le Moyen-Orient](#) et ce n'est qu'à partir des années 1980 que débute l'exploration pétrolière *offshore*. Deux zones concentrent l'essentiel des ressources et de la production de brut africain. D'une part, le golfe de Guinée, avec un producteur majeur à savoir le Nigeria et plusieurs producteurs significatifs notamment l'Angola, le Ghana, le Congo, le Gabon et la Guinée-Équatoriale, producteur récent mais en plein développement. D'autre part, l'Afrique du Nord qui comprend deux géants pétroliers à

savoir l'Algérie et la Libye et un poids moyen l'Egypte, stratégique en terme d'acheminement avec le canal de Suez. Enfin, d'autres pays tels le Tchad et le Soudan ou, dans une moindre mesure, la Tunisie, en possèdent.



L'Afrique, un champ de pétrole modeste mais stratégique

Un producteur modeste : l'Afrique représentait 6% des réserves mondiales en 2000 et 7,6% aujourd'hui pour un peu plus de 9% de la production mondiale. Si son poids dans la production mondiale paraît secondaire, il n'en est pas moins devenu stratégique : depuis 2010, presque un tiers des découvertes de nouveaux gisements de pétrole ont été faites en Afrique ce qui a fait dire au cabinet PwC que le continent était devenu « un acteur de stature mondiale ». C'est que le pétrole africain est intéressant à plus d'un titre : de bonne qualité, avec des coûts d'exploitation compétitifs, il est en outre largement destiné à l'exportation (à 90% environ) dans un continent qui en consomme, pour le moment, finalement peu.

Les grandes puissances et l'Afrique

Depuis quinze à vingt ans, une conjonction faste explique la ruée sur le pétrole africain. La fin de « la décennie du chaos » et le retour relatif à la stabilité sur le continent ont permis la découverte et/ou l'exploitation de [nombreux gisements d'hydrocarbures](#) : ainsi, le Tchad est devenu producteur en 2003 (gisement de Doba), la Mauritanie en 2006 (gisement *offshore* de Chinguetti) le Ghana en 2010 (gisement *offshore* de Jubilee) ou encore le Niger en 2011 (gisements d'Agadem). Les gisements *offshore* africains représentent près d'un tiers des gisements mondiaux découverts. Enfin, la demande a évolué : [les Etats-Unis](#), les grands pays émergents comme la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde, en quête d'énergie pour assurer leur croissance. La dépendance de certains pays au pétrole africain est grande. A titre d'exemple, **la France importe 36,4% de son pétrole d'Afrique**, les Etats-Unis 20%, [la Chine](#) 30%, l'Inde 20%. Quant aux pays africains, leur dépendance à la manne pétrolière n'est pas moins grande : elle représente 40% du budget de l'Etat en Algérie, 70% au Nigeria.

II. L'Afrique, enjeu pétrolier qui prend la forme d'un terrain de bataille...

... entre grandes puissances extérieures pour l'accès au pétrole

[La France bénéficie d'un ancrage historique en Afrique](#) avec son ancienne compagnie d'Etat, Elf, qui a véritablement servi les intérêts français autour du pétrole africain à tel point que Loïk Le Floch Prigent PDG d'Elf de 1989 à 1993 pouvait affirmer qu' « il ne se passe rien dans

les pays pétroliers, en particulier en Afrique, dont l'origine ne soit pas Elf ». Ainsi, la compagnie pétrolière a bénéficié de l'exclusivité de l'exploitation pétrolière notamment au Gabon, au Congo, au Cameroun. Certes, « la Françafrique n'existe plus » comme le déclarait Christophe de Margerie en 2000. Mais il n'en reste pas moins que Total a récupéré tout l'acquis de Elf sur le continent qui représente 30% de sa production. A bien des égards, les intérêts de la France et de Total convergent. En témoigne par exemple l'éloge funèbre élogieux du Premier ministre lors du décès accidentel de Christophe de Margerie en octobre 2014. Manuel Valls a alors salué la disparition d'un « grand capitaine d'industrie et un patriote. »

Au regard de la France, les Etats-Unis sont des nouveaux venus sur le marché africain. Depuis le choc de 1973, les Etats-Unis ont cherché à diversifier leurs ressources en pétrole pour diminuer leur dépendance au pétrole du Golfe persique. De ce point de vue, les accords de l'AGO (African Growth and Opportunity Act), signés en 2000 sous la présidence de Bill Clinton participent d'une stratégie globale d'implantation sur le continent. Adoptée en 2000, cette loi a été renouvelée par le président Barack Obama en juin 2015 pour une période de dix ans. Elle permet à une quarantaine de pays d'Afrique subsaharienne de bénéficier d'un meilleur accès au marché américain pour certains de leurs produits notamment textiles en les exemptant de droits de douanes et ce, contre un large accès aux ressources pétrolières, notamment dans le golfe de Guinée.

La Chine est devenue le premier fournisseur et le premier investisseur du continent.

Quant à la Chine, elle a développé une « diplomatie des ressources », elle qui est devenue depuis 2010 le premier consommateur énergétique mondial : prêt, remise de dette, construction d'infrastructures en échange d'un accès privilégié à ses entreprises aux précieuses matières premières africaines. La coopération a véritablement démarré en 2000 avec la constitution du « forum de coopération sino-africain ». Ainsi, en 2004, Hu Jintao a-t-il effectué une tournée importante en Egypte, Algérie et Gabon. A Libreville, il a signé un accord avec Omar Bongo sur la prospection et l'exploitation de pétrole assorti de la garanti d'achat par la Chine d'un gros volume de pétrole pour l'année 2004 ainsi qu'un prêt de plusieurs millions de dollars. Pékin est devenu en quelques années le 3e acheteur de pétrole gabonais derrière les Etats-Unis et la France en plus des importants achats de bois. Quelques années plus tard, en 2009, Sinopec achetait ADDAX, un opérateur pétrolier au Gabon. De façon générale, la Chine est devenue le premier fournisseur et le premier investisseur du continent.

... entre compagnies pétrolières et Etats africains

Les besoins croissants de pétrole expliquent la présence de nombreuses compagnies étrangères en Afrique. Ces multinationales se livrent une lutte sans merci entre opérateurs historiques et nouveaux opérateurs. Prenez l'exemple de la République du Congo, 4e exportateur d'Afrique subsaharienne : l'exploitation de son pétrole a commencé en 1957 avec le groupe Elf qui en avait l'exclusivité. Mais les choses ont bien changé depuis. Aujourd'hui, c'est l'Italien ENI qui est le premier opérateur du pays, rejoint par de grandes compagnies, américaines bien entendu comme Chevron, Exxon Mobil mais aussi chinoises, comme CNOOC. Mais ce qui est intéressant et dénote une tendance assez récente, c'est aussi l'arrivée de

petites compagnies qui taillent des croupières aux Majors : au Congo, il s'agit de Murphy Oil, qui est un opérateur américain indépendant.

Mais la rivalité ne concerne pas seulement les grandes compagnies étrangères. L'exemple du Gabon est intéressant. Début 2010, le gouvernement gabonais a créé la Société Nationale de Pétrole, dénommée GOC (Gabon Oil Company), dont la vocation consiste à développer les participations de l'Etat gabonais dans le secteur pétrolier. La GOC est directement rattachée à la Présidence de la République et sous tutelle de la Direction générale des Hydrocarbures. Elle vise à reprendre la main sur des concessions accordées à des compagnies étrangères, comme en témoigne la querelle en 2013 autour du champ pétrolifère de Obangue. Ce champ était géré par ADDAX depuis 1996, compagnie rachetée en 2009 par le chinois SINOPEC. Or, en 2013, le gouvernement gabonais décide de ne pas renouveler sa concession à Addax (en 2015) au prétexte de non-respect du paiement de taxes notamment. L'épisode donne lieu à un bras de fer entre l'Etat gabonais et Addax avec, en arrière plan évidemment l'Etat chinois. Finalement, les deux parties parviennent à un accord en 2014. Contre paiement d'une indemnité transactionnelle, ADDAX conserve l'exploitation du champ de Obangue.

... et parfois même un champ de bataille

Si le pétrole n'explique pas à lui seul certains conflits africains, il est manifestement l'une des composantes qui explique l'activisme des grandes puissances sur le continent. La Libye en offre autre exemple. Avant la chute de Kadhafi, de grands groupes pétroliers étaient présents en Libye outre la compagnie nationale (NOC, *National Oil Corporation*) : le français Total, le britannique BP, l'italien ENI, l'anglo-hollandais Shell, le russe Gazprom ou encore le chinois CNPC. En 2011, au moment où se profile une intervention occidentale ONU dans le cadre de l'OTAN, le Conseil national de transition annonce qu'en cas d'intervention, il accorderait 35% du pétrole Libyen à Total contre seulement 2% alors. Si la production de brut a fortement chuté depuis, il n'en reste pas moins que Total a eu le premier permis d'exploitation de pétrole libyen tandis que BP a repris ses activités de forage et d'exploration pétrolière. L'intérêt la France a intervenir, outre la question des droits de l'homme est évident : la Libye est la quatrième source d'approvisionnement de la France, après avec la Mer du Nord (16% chacun), derrière le Moyen-Orient (17%) et la Russie (32%) et devant l'Arabie saoudite.

III. L'Afrique et son pétrole : du terrain de bataille au levier de développement ?

Le terrain de bataille africain face à la malédiction des matières premières

Toute la question est de savoir si le pétrole pourrait devenir un levier de développement pour l'Afrique. Jusque là, il a plutôt été une « malédiction » (on doit l'expression à Richard Auty et son ouvrage *Resource-Based Industrialization : Sowing the Oil in Eight Developing Countries*, 1990) pour les pays exportateurs. Jean-Marie Chevalier, professeur à Paris-Dauphine et spécialiste des questions énergétiques, notait en 2008 que « l'or noir en Afrique a bouleversé la structure des économies et bloqué le développement d'autres activités d'exportation, alimenté le clientélisme, la corruption et la bureaucratie, sans profiter vraiment aux populations ». Autant d'effets pervers liés à cette ressource stratégique que constitue le

pétrole africain. De façon générale, en Afrique, la population est souvent la grande laissée pour compte de la croissance. L'exemple le plus frappant à cet égard est celui du Nigeria. Avec environ 2 millions de barils par jour, le pays est le premier producteur de pétrole brut du continent et onzième au rang mondial. Et pourtant, il se classe au 153e rang mondial en IDH derrière la Tanzanie qui exporte avant tout de l'or et des produits agricoles. Comble du paradoxe, le Nigeria importe 70% de ses besoins en pétrole raffiné !

Le pétrole : un levier de croissance à risque pour certains pays africains

Bien entendu, le pétrole peut devenir une locomotive pour l'économie. En Angola par exemple, l'exploitation pétrolière a favorisé le boom économique fulgurant du pays. Le pays est désormais le deuxième producteur de pétrole après le Nigeria (1,6 millions de barils produits par jour), la rente pétrolière représente 50% de son PIB. L'Angola a connu une croissance de 4,5% en 2014. Ainsi, la cinquième puissance économique africaine attire les grandes entreprises étrangères comme Total qui extrait 40% du pétrole angolais et qui a signé un accord avec l'entreprise pétrolière angolaise Sonangol concernant l'ouverture de stations-service en Angola. Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) d'octobre 2014, « l'Angola devrait même prendre la place du Nigeria comme premier producteur de pétrole du continent africain en 2016 et (...) conserver cette place jusqu'à la mi-2020. » Quant au Niger, stratégique pour son uranium, il est récemment entré dans le club des pays africains producteurs de pétrole avec l'ouverture en 2011 de la raffinerie d'Agadem dont le capital est détenu à 40% par la compagnie d'Etat et à 60% par CNPC. Certes, la production est pour le moment 100 fois plus élevée que chez son voisin Nigérian mais elle a permis une croissance extrêmement forte de l'ordre, de 7% en 2014, sur laquelle le pouvoir espère construire une politique de développement.

La situation actuelle de baisse spectaculaire des prix du baril fait courir un risque de grande ampleur pour l'Afrique exportatrice de brut.

Toutefois, ces « miracles » sont soumis au cours des matières premières. En l'occurrence, la situation actuelle de baisse spectaculaire des prix du baril fait courir un risque de grande ampleur pour [l'Afrique](#) exportatrice de brut. D'ores et déjà, la chute des cours - de plus de 100 dollars à l'été 2014, le baril est tombé à moins de 40 dollars début 2016 - a des conséquences désastreuses. Au Nigeria, les revenus des ventes de pétrole ont diminué des deux tiers entre septembre 2014 et juillet 2015. L'Angola connaît la même situation. Ces deux géants exportateurs ont pris contact avec la Banque mondiale pour couvrir leur déficit budgétaire. Le FMI a confirmé sa disponibilité. En février 2016, on apprenait que l'Algérie allait enregistrer un déficit budgétaire de 11% cette année. Derrière ces graves problèmes économiques se profilent des risques politiques : des Etats appauvris, des sociétés fragilisées sont autant de conditions qui pourraient mener à des révolutions ou à la déstabilisation de zones aujourd'hui menacées par la poussée islamiste.

Cesser d'être un champ de bataille et apprivoiser les appétits géopolitiques des grandes puissances

Tout l'enjeu pour les pays africains producteurs de pétrole est de trouver les voies d'une croissance inclusive, profitant à l'économie mais aussi et surtout aux populations. Pour cela, il faut lever plusieurs hypothèques : s'attaquer à la corruption comme a promis de le faire au Nigeria le nouveau président Buhari. Mais aussi chercher à obtenir de meilleures conditions d'exploitation de l'or noir. C'est une piste qu'emprunte aujourd'hui le Ghana. Ce pays, petit producteur de pétrole depuis les années 1980, a changé de visage depuis 2007 avec la découverte du gisement Jubilee par la compagnie britannique Tullow Oil. Ce gisement pétrolier est sans conteste l'une des plus grandes découvertes des dernières années en Afrique subsaharienne si bien que la ville de Takoradi dans laquelle il se trouve est surnommée « Oil City ». Le Ghana a cherché à développer une stratégie originale pour éviter de dépendre de la géopolitique des grandes puissances et être maître de ses ressources pétrolières. Sa compagnie nationale, la Ghana National Petroleum Company (GNPC), créée en 1983, a régulé l'exploitation des gisements en la découpant par blocs. GNPC a vendu des contrats d'exploitation à des partenaires étrangers qui sont de petites entreprises et non des géants, tels le britannique Tullow Oil, l'américain Kosmos Energy ou encore l'Allemand Vitol... Ces licences garantissent non seulement à Accra des royalties importantes et d'autre part l'emploi de population locale là où bien souvent les Majors viennent avec leur personnel. Il s'agit d'une stratégie intelligente qui évite à l'Etat d'être victime des maux habituels liés à la prédation du pétrole.

*

Quel horizon pour le pétrole africain ?

Le Ghana n'est pas le seul exemple des réussites africaines. Aujourd'hui, le pétrole apparaît comme une véritable aubaine pour des pays comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire ou l'Ouganda. Toutefois, il subsiste de nombreux défis pour le continent de l'or noir. Gérer le partage de la rente pétrolière, faire du pétrole un véritable moteur de développement pour sa population, diversifier leurs économies pour éviter la dépendance sont autant de défis auxquels l'Afrique doit faire face si elle veut maîtriser cette ressource si convoitée. Et, sans nul doute, que le chemin est encore long. Avec l'effondrement du prix du brut depuis 2015, les économies africaines telles l'Algérie connaissent des déséquilibres majeurs. Ainsi, comme le souligne le professeur Jean-Didier Boukongou, coordonnateur de la rédaction de la revue *Géopolitique africaine*, le pétrole a été « la plus grande préoccupation géopolitique de l'année 2015 ». Ce dernier prévoit un avenir peu glorieux face aux fluctuations du prix du pétrole : « l'instabilité internationale qu'engendrent les cours du pétrole ne peut être que préjudiciable à l'émergence de l'Afrique. L'impact positif de la chute du prix du baril sur les pays africains importateurs de produits pétroliers n'est qu'un leurre pour la stabilité du continent et son intégration économique. » Reste à savoir si l'Afrique saura se réinventer par des stratégies innovantes afin de profiter pleinement des convoitises étrangères.

Copyright Septembre 2016-Munier/Diploweb.

Plus

. La vidéo de la conférence de F. Munier lors du Festival de Géopolitique de Grenoble 2016, Géopolitique du pétrole l'Afrique terrain de bataille

Et plus encore

. La vidéo du Professeur B. Mérenne-Schoumaker à propos de la géopolitique des matières premières, enregistrée à l'occasion d'une conférence géopolitique du *Diploweb.com* en partenariat avec [Grenoble Ecole de Management](#).

B. Mérenne-Schoumaker répond aux questions suivantes :

. En quoi une lecture géopolitique s'avère-t-elle pertinente dans le domaine des énergies et des minerais ?

. L'essor des "pétroles et gaz de schistes" américains a-t-il bouleversé les rapports de force entre les principaux producteurs de pétrole ?

. Pourquoi les gazoducs russes sont-ils au coeur de la géopolitique russe ?

. La Chine va-t-elle rester la maitresse des terres rares ?

Bernadette Mérenne-Schoumaker a notamment publié : *Atlas mondial des matières premières. Des besoins croissants, des ressources limitées*, éd. Autrement, 2015 ; et *Énergies et minerais. Des ressources sous tension*, éd. La Documentation française, 2014.

[Découvrez plus de vidéos géopolitiques sur la chaine youtube.com Diploweb.](#)

[Si vous vivez en région parisienne, assistez aux conférences géopolitiques du Diploweb](#)

P.-S.

Agrégé d'histoire, Frédéric Munier enseigne la géopolitique en classes préparatoires aux grandes écoles commerciales (ECS), au lycée Saint-Louis, à Paris. Membre du jury de l'ESSEC, *Distinguished Professor* de Grenoble Ecole de Management. Membre du Comité scientifique du Festival Géopolitique de Grenoble. Cofondateur et directeur associé de Auteurs de Vues.